

DIEU ET PATRIE.
—
LIBERTÉ PLEINE ET ENTIÈRE
DE LA PENSÉE.
—
TOLÉRANCE RELIGIEUSE
ILLIMITÉE.

L'AMI DU PEUPLE

OUBLI DU PASSÉ.

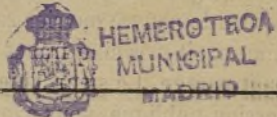
VIGILANCE POUR L'AVENIR.

SUFFRAGE UNIVERSEL.

EN 1848.

AN 1^{ER} DE LA RÉPUBLIQUE RECONQUISE,

PAR F.-V. RASPAIL.



Au Bureau du Journal, rue du Four-Saint-Germain, 40, au rez-de-chaussée, au fond de la cour.

PARIS,

28 Février.

Nous avons attendu vainement ces trois grands jours, pour nous orienter sur les tendances du gouvernement provisoire de la République française; il nous semble qu'il a de la peine à se défaire des habitudes de l'ex-chambre des députés. Ce n'est plus le temps des phrases et de tous ces longs parages parlementaires; une République qui n'agit pas à toutes les heures est morte; elle ne donne signe de vie qu'à soixante pulsations par minute. Que faites-vous donc, citoyens membres du gouvernement provisoire? vous avez tout à réorganiser, et nul de vous n'est à son poste; le citoyen ministre de la guerre n'a pas encore paru, nous assure un employé, dans son département. Le citoyen Crémieux entend sans doute que la justice reste peuplée des créatures de nos dix-huit ans. Tout va marcher dans cette machine à chicanes, comme par le passé, qui faisait la fortune des hommes de loi et la ruine des plaideurs. Le citoyen Crémieux peut être un excellent confrère, nous le concevons; mais à la place qu'il occupe, il n'est plus l'expression de ses goûts et de ses sympathies pour la robe; il est l'expression de la justice.

Citoyens membres du gouvernement provisoire, nous concevons que vous avez entrepris une rude tâche en vous mettant à la tête des affaires; mais vous n'êtes pas des enfants, vous l'avez fait sans y être contraints et forcés. Vous avez dû en voir du premier coup d'œil toute l'étendue. Si maintenant vous en êtes effrayés, et que vous ne vous sentiez pas de taille à vous mesurer avec la force entraînante des circonstances, retirez-vous, ou appelez-en au vote des citoyens nommés par une mesure provisoire à l'effet de vous remplacer. Les bons esprits, tous ceux qui désirent ardemment que les affaires reprennent leur cours sous l'égide des institutions républicaines, sont alarmés d'une inaction qui ne profiterait sans doute qu'à quelques-uns, aux dépens de tous les autres. Un pouvoir faible est effrayant! Ce qui rassure, c'est l'énergie de la volonté, c'est la netteté franche et loyale du programme. Que voulez-vous? Qu'allez-vous faire? Il n'est pas possible de laisser croire que rien ne sera changé, hormis un nom; qu'après avoir conduit poliment la royauté à sa voiture de voyage, on en conservera toutes les habitudes, les allures et les œuvres. La République française, reconquise sur 40 ans de déceptions, ne doit pas regarder ainsi d'où vient le vent de la panique. Il lui faut, pour reconstruire, un peu de cet enthousiasme et de ce feu sacré qui dévorait nos pères pour abattre; et vous êtes glacés, froids, inactifs comme de simples chefs de bureau, qui taillent leurs plumes en devisant sur les circonstances du moment. L'armée, fatiguée du gouvernement des impuissants, l'armée bâille à attendre de votre bouche quelques-uns de ces mots qui électrisent, de ces mots qui, sortis de la bouche d'un représentant du peuple, étaient le signal de la victoire. Parlez-vous aux peuples voisins, nos frères, un langage qui les fixe sur l'esprit de confraternité qui vous anime envers eux? Avez-vous déjà réparé envers la noble et vaillante confédération suisse l'insulte inouïe de ce ministre que vous n'accusez pas? N'oseriez-vous donc pas encore trop déplaire à un collègue abattu? Parlez. Avez-vous déjà exprimé nos sympathies envers ce peuple lombard que l'Autriche opprime par le nombre, et qu'il ruine par son abnégation? Avez-vous fraternisé avec les peuples régénérés de l'Italie, et ces immortels Siciliens, qui nous ont précédés de quinze jours dans l'art de retourner contre la royauté liberticide le canon que les rois ont l'audace de braquer, depuis si longtemps, sur nous?

Non, vous êtes jusqu'à présent restés silencieux et sourds diplomates comme des monarques. Rien au dehors, et si peu de chose au dedans, qu'en lisant vos proclamations, chacun se demande qu'est-ce que cela signifie; au

lieu d'un manifeste aux peuples amis, vous nous affichez un avis aux boulangers, comme si les boulangers n'auraient pas tout aussi bien reçu cet avis par la poste ou le commissaire du quartier! Nulle idée, nul acte qui vous dévoile au peuple! Vous lui administrez de l'opium à haute dose; et voilà tout. Mais l'opinion publique a son antidote ailleurs.

Le seul d'entre vous qui se mette en communication avec le peuple par la parole et les apparitions, c'est le citoyen Lamartine; mais le citoyen Lamartine fait au peuple de la sentimentalité et de la belle poésie. Quant aux idées, point; quant au programme, point; quant aux assurances sur l'esprit républicain qui doit vous animer, point.

Il faut donc alors que nous venions ici, au nom de la nation, suppléer à votre silence inexplicable, et à votre inaction plus inexplicable encore; nous le ferons; ne nous accusez pas de vouloir ainsi entraver votre marche, car nous ne cherchons au contraire qu'à vous pousser en avant; dans une République comme la nôtre tout citoyen est magistrat, ayant mission de veiller au salut de la patrie; et nous y veillerons. Croyez-nous; faites que nous n'ayons eu en cela que l'air de seconder votre zèle et de mettre en relief vos bonnes et nationales intentions.

VIVE LA RÉPUBLIQUE!

RÉHABILITATION PLEINE ET ENTIÈRE DES CONDAMNÉS POLITIQUES, A QUELQUE OPINION QU'ILS AIENT APPARTENU.

Vous souvenez-vous, citoyens, de ce temps (il y a 17 ans) où sur les bancs des accusés, comme président de la Société des amis du peuple, nous disions ces mots: *Périsse le traître, surtout s'il porte le nom de roi...* et puis ceux-ci: *Il faudrait enterrer tout vivant, sous les murs des Tuileries, un citoyen qui demanderait à la pauvre France 14 millions pour vivre.* Le jury nous acquitta; les juges, pour ces paroles de la défense, et après l'acquiescement du jury, nous condamnèrent à 15 mois de prison, que nous sommes fier d'avoir subis à Versailles. Avions-nous raison de dire ces mots prophétiques? Les juges n'avaient-ils pas tort de nous condamner, même alors? Croyez-vous qu'aux yeux de la nation cette condamnation ait jamais été infamante? Eh bien, ce que nous disons de cette condamnation s'applique à toutes les autres.

L'infamie des juges, s'écriait Puyraveau, fait la gloire des accusés. Mais l'infamie des juges doit être effacée des archives judiciaires, comme une tache qui souille une nation.

Sans doute, dans le cœur de toutes les nations civilisées, nous tous, représentants du peuple à la tribune des accusés, nous sommes réhabilités d'emblée, que dis-je, réhabilités? vengés par l'estime publique et le mépris qui pèse sur nos condamnateurs.

Mais la justice de la République française a des devoirs à remplir en ce jour. Elle doit sur la place de Grève, au rond-point Saint-Jacques, dans toutes les salles du palais de justice, proclamer à son de trompe que quiconque a souffert ou péri POUR LA CAUSE DE LA LIBERTÉ A BIEN MÉRITÉ DE LA PATRIE.

PROJET DE LOI.

Art. 1^{er}. La République française accorde amnistie pleine et entière aux juges qui ont participé directement ou indirectement à la prononciation d'une condamnation politique, depuis les événements de 1830.

Art. 2. Leur peine est dans leurs remords; leur amendement est dans les gages qu'ils donneront désormais à la cause de la liberté nationale.

Art. 3. Tout juge ou fonctionnaire public qui, directement ou indirectement, aura pris part à la procédure d'un procès politique, dans la vue d'amener une condamnation, est de droit et de fait destitué de ses fonctions, sauf à lui à se présenter pour une élection nouvelle.

Art. 4. Toute condamnation politique, excepté celle qui est personnelle à Fieschi, lequel a tiré sur le peuple, sera déchirée sur la place publique, par la main glorieuse d'un blessé de nos barricades.

Art. 5. La patrie assimile la condamnation de l'accusé politique à une blessure reçue sur le champ de bataille; et sur la tombe de chacun de ceux qui sont morts dans les cachots, elle inscrira ces mots: *Mort au champ d'honneur! Honneur à sa mémoire!*

Nous nous plaisons à croire que demain le gouvernement provisoire aura satisfait sur ce point aux vœux de la nation entière.

VOTE DES CITOYENS.

PROJET SOUMIS AU PEUPLE SOUVERAIN.

Tout homme né en France et inscrit sur l'état civil est citoyen français.

Tout citoyen français âgé de 18 ans au moins est électeur et éligible, là où il a son domicile, et s'il est dans la plénitude de sa raison; il fait partie de la souveraineté nationale.

Les Français étant égaux devant la loi, on ne saurait établir aucune catégorie parmi eux, quand il s'agit du droit et du devoir.

La naissance et la fortune ne confèrent plus de privilèges. Le vote du pauvre a la même valeur, dans la balance de la discussion, que le vote du riche.

Le gouvernement provisoire est tenu d'indiquer le jour, l'heure et le lieu, dans le plus bref délai, où doivent se faire les élections générales de la garde nationale d'abord, et, celles-ci une fois terminées, les élections des représentants du peuple à la Convention nationale.

Tout vote sera nécessairement précédé d'une réunion préparatoire, dans chaque quartier d'arrondissement.

Défense, au nom de la patrie, d'user, dans ces réunions, des moyens d'influence autres que ceux de la discussion de bonne foi.

Dès que les titres des candidats auront été suffisamment débattus, l'assemblée préparatoire clora la discussion; et l'urne sera ouverte.

Tout citoyen inscrit se présentera avec sa carte d'inscription pour déposer son vote en silence, et il sortira à l'instant de la salle.

Le dépouillement du vote aura lieu deux jours après que le vote aura commencé, en public, et par les soins du bureau élu à cet effet préalablement à la réunion préparatoire.

Défense de proférer un cri d'improbation ou d'approbation, soit pendant, soit après le dépouillement du vote.

Tout par la raison, rien par la surprise, et moins que rien par la violence.

Le résultat du vote, c'est l'ordre du souverain; que chacun s'incline devant la majesté de la volonté générale. Nul n'a plus le droit d'avoir une autre volonté. La majorité légale se compose des deux tiers du nombre des votants.

Cette mesure recevra son exécution immédiate. Tout à la capacité! car une République ne s'administre pas par des sinécristes. Tout à la probité et à la moralité; car la République sait toujours atteindre et faire regorger les concussionnaires. Or, la capacité et la moralité ne se constatent que par les épreuves préparatoires de l'élection.

Ainsi, Messieurs du provisoire, profitez de cet inter-règne du peuple, pour vous dépouiller du vieil homme, et acquérir une suffisante dose de capacité et de probité. Travailler beaucoup et se contenter de peu, c'est la manière de vivre des Républicains anciens et modernes.

BOURSE.

Qu'était-ce que le jeu à la bourse? C'est un jeu au lansquenet dont les cartes étaient pipées par le télégraphe. Louis-Philippe a acquis, par ce genre de fraude, 60 millions de fortune à l'auguste sœur dont il a eu le bonheur d'hériter pour deux mois seulement. Lui-même y jouait, pour son propre compte. Une bonne nouvelle faisait hausser les fonds. Or, qui savait le premier les bonnes nouvelles? Sa Majesté. Vite Sa Majesté se hâtait d'acheter au comptant; le lendemain, elle revendait après la hausse; en 24 heures elle avait gagné un million. Pendant ce temps, on condamnait au carcan le pauvre ouvrier sans ouvrage, qui, pressé par la faim, avait pris cinq francs dans la poche de ces voleurs de haut parage. Le sieur Thiers, s'il était là pour faire sa confession publique, nous avouerait avoir été bien un peu de la partie; et cela expliquerait suffisamment la réalisation de ce million, qu'il semblait avoir économisé sur les cent mille francs des appointements du ministre. Les autres ministres ont eu à leur tour quelques bribes de ce gâteau. Le plus maladroit a été sans contredit le pauvre Teste; aussi les plus adroits l'ont-ils sacrifié, pour éviter le soupçon. Cela nous rappelle un tant soit peu le voleur qui crie en courant au voleur, afin de dépister la poursuite.

Dans un État républicain, le jeu à la bourse doit être supprimé, comme le jeu à la loterie et toute espèce de jeu.

Le palais de la Bourse doit être un rendez-vous de marchands et non d'agioteurs. On ne doit y traiter que des affaires de commerce. N'y cotez rien; qu'on y vende de tout, excepté de l'argent et des rentes. Qu'il soit défendu de vendre des valeurs nominales, les rentes sur l'État, les actions sur les entreprises, si ce n'est au taux fixé par le gouvernement tous les quinze jours; ou plutôt qu'on ne puisse vendre les rentes sur l'État et autres valeurs de ce genre qu'à la manière de toutes les autres espèces de propriétés, par-devant notaire, quand les notaires seront constitués magistrats. En attendant, si l'on venait à rouvrir le bazar de la bourse, pour le commerce et non pour le négoce et l'escompte des rentes sur l'État, qu'il soit défendu d'y annoncer aucun cours à haute voix, et que tout s'y passe d'homme à homme.

Il ne faut pas permettre à l'agiotage de spéculer sur la panique, qui ne pourrait être alors que leur ouvrage. Car la France s'est réveillée dans la plus rassurante tranquillité; le pays classique de la bravoure et du dévouement ne ressemble en rien à cette poignée de familiers du château, pour qui deux grains de frayeur étaient un quine à la loterie.

Si l'agriculture et le commerce sont les deux mamelles de l'État, la bourse avec son agiotage, en est le parasite; elle en absorbe toute la vitalité.

FAITS DIVERS.

En 1789, le peuple français était mûr pour la destruction d'un passé flétrissant.

En 1830, la nation française était mûre pour venger l'empire des insultes de la restauration.

En 1848, le peuple souverain est devenu majeur, pour exercer sa souveraineté dans toute la plénitude de ses droits et de sa force; et que nul n'ose prétendre s'en constituer le tuteur.

Avant-hier la légion polonaise, ayant à sa tête plusieurs des braves généraux qui ont versé leur sang pour la liberté en 1831, s'est promenée dans Paris, escortée par une masse compacte de citoyens, et accueillie de toutes parts aux cris de *Vive la Pologne!*

On assure aujourd'hui que l'Allemagne et les provinces Rhénanes ont ressenti la commotion de cette étincelle électrique qui sillonne l'Europe et renverse les trônes, en arborant sur leurs débris fumants l'étendard de la liberté!

Les réunions préparatoires, pour traiter toutes les questions à l'ordre du jour, doivent commencer, dès à présent, chaque soir après le travail, dans les mairies ou les établissements publics autres que ceux consacrés au culte! Dans ce dernier cas, il suffit qu'un certain nombre de citoyens aillent en faire la déclaration à la mairie.

Les journaux politiques d'un format monstre paraissent depuis quelques jours sur un simple feuillet, et avec des blancs encore. La grande colonne sur le ministère Guizot, ou Thiers, ou Molé, que nous dirait-elle aujourd'hui sur

ces trois personnages, si importants jadis? Et puis le roman sur les amours des princes, qui le lirait dans ce moment de réhabilitation sociale? Le journalisme, réduit à sa plus simple expression, ne sait déjà plus que dire; son langage a passé de mode en trois jours; il a perdu son timbre métallique; sa clef d'or vient de partir pour Cherbourg. Oh! que de gens courent à sa recherche!

Toute place de la République française doit être donnée par le concours. Les juges et magistrats inamovibles doivent être élus par les citoyens de la cité; car la justice n'émane plus du pouvoir exécutif, mais du peuple. Les gens qui courent à la curée ne doivent pas oublier que, dès que le gouvernement républicain aura été constitué par le suffrage universel, la justice émanera de la République; et celle-là n'a aucune des allures de la justice qui émanait des rois.

Que fait le ministre de l'intérieur? Organise-t-il les moyens de soustraire le vote universel à toute influence de corruption, de quelque part qu'elle vienne? C'est que la dynastie, chassée et expulsée pour toujours, est encore la plus riche propriétaire de France; elle peut encore devenir faulx d'anarchie, comme elle l'a été d'arbitraire et de violences légales pendant 18 ans.

Pourquoi la coterie s'est-elle glissée dans toutes les branches du service depuis deux jours? La France n'appartient pas plus à une camaraderie qu'à une dynastie. Ce n'est point ainsi que l'on prouve son adhésion franche et formelle au droit que le peuple a reconquis de faire lui-même ses affaires, et de ne s'en reposer sur aucun parti. Il faut que cela cesse dès aujourd'hui, ou demain nous demanderions à la discussion publique le moyen de mettre un terme à cette scandaleuse distribution de places et de dignités. Nous étions indignés hier de voir se pavaner dans les rues des hommes qui, la veille, applaudissaient aux fusillades de la garde municipale.

Il est de la dignité d'un citoyen de ne salir son droit de souveraineté par aucune de ces faiblesses qui commencent par l'honnête plaisir et finissent par l'intempérance. L'ivresse ne doit plus être permise à un citoyen régénéré par le baptême des barricades. L'homme qui s'enivre est aujourd'hui un soldat qui déserte son poste; car il refuse pendant tout ce temps le service de son intelligence à la voix de la patrie. Nous sommes bien loin de ce temps où la royauté ordonnait la débauche et la payait aux frais de l'État en signe de ses réjouissances. La force de la royauté se greffe sur les faiblesses des hommes; elle tombe de la hauteur de deux mille siècles devant des hommes forts; et nous le sommes aujourd'hui. Tout citoyen doit veiller à ce qu'il n'y ait plus d'exception à cette règle générale, et que ceux qui ont été créés à l'image de la Divinité ne se dépouillent jamais de notre ressemblance.

M. Thiers arrive impunément auprès des citoyens membres du gouvernement provisoire, alors que M. Guizot fut décrété d'accusation. Quelle différence y a-t-il donc entre ces deux personnages? Si Guizot a ordonné les mitraillades des 23 et 24 février 1848, M. Thiers n'avait-il pas, assisté de M. Bugeaud, ordonné les fusillades de la rue Transnoain? Quelle ignominie pour la nation que de voir le gouvernement provisoire fraterniser avec un pareil individu?

Le *Moniteur* semble être rédigé un peu par tout le monde. M. de Lamartine y est le collègue du citoyen Thierry. Telle proclamation est signée Courtais, telle autre de Courtais; et puis quelle rédaction que celle de tous ces placards officiels!

Conformément au réquisitoire du procureur général Auguste Portalis, la cour a rendu un arrêt par lequel elle ordonne qu'il sera instruit contre les ex-ministres et leurs complices, décrète de prise de corps M. Guizot et ses huit collègues, et commet pour procéder à l'instruction MM. Delahaye et Perrot de Chezelles jeune, membres de la cour.

Notre avis d'hier sur le citoyen Dumoulin a porté juste; le *Moniteur* annonce que le gouvernement provisoire l'a déchargé de ses fonctions de commandant du Louvre et l'a appelé à un autre emploi. Le *Moniteur* ne dit pas lequel.

Nous venons de lire avec la plus profonde affliction dans les ordonnances du *Moniteur*, que le citoyen Crémieux continue à donner du *Monsieur* à tout le monde dans ses rédactions. Nous soupçonnions que le citoyen Crémieux n'était pas républicain avant la proclamation de la République; mais aujourd'hui ce serait un parjure que de ne pas l'être dans le cœur. Après l'allocution de M. Crémieux, vient l'allocution de Messieurs, car nous n'osons pas dire des citoyens membres du gouvernement provisoire. Le *Moniteur* maintient la particule de à M^r, car nous ne disons pas le citoyen de Lamartine. M. de Lamartine use du mot de Messieurs, long comme le bras. Nous sommes en pleine réaction; pourquoi pas? N. Thiers a reconnu le gouvernement provisoire.

Nous prions nos lecteurs de remarquer le style de la proclamation suivante :

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Au nom du peuple français!

Citoyens,

La royauté, sous quelque forme que ce soit, est abolie. Plus de légitimisme, plus de bonapartisme, pas de régence.

Le gouvernement provisoire a pris toutes les mesures nécessaires pour rendre impossible le retour de l'ancienne dynastie et l'avènement d'une dynastie nouvelle.

La République est proclamée.

Le peuple est uni.

Tous les forts qui environnent la capitale sont à nous.

La brave garnison de Vincennes est une garnison de frères.

Conservons avec respect ce vieux drapeau républicain dont les trois couleurs ont fait avec nos pères le tour du monde.

Montrons que ce symbole d'égalité, de liberté, de fraternité est en même temps le symbole de l'ordre, et de l'ordre le plus réel, le plus durable, puisque la justice en est la base et le Peuple entier l'instrument.

Le peuple a déjà compris que l'approvisionnement de Paris exigeait une plus libre circulation dans les rues de Paris, et les mains qui ont élevé les barricades ont, dans plusieurs endroits, fait dans les barricades une ouverture assez large pour le libre passage des voitures de transport.

Que cet exemple soit suivi partout; que Paris reprenne son aspect accoutumé, le commerce son activité et sa confiance; que le peuple veille à la fois au maintien de ses droits, et qu'il continue d'assurer, comme il l'a fait jusqu'ici, la tranquillité et la sécurité publiques.

Dupont (de l'Eure), Arago, Lamartine, Ledru-Rollin,

Marie, Garnier-Pagès, Louis Blanc, Crémieux, Ar.

Marrast, Ferdinand Flocon, Albert, ouvrier.

(Qui donc de ces messieurs a rédigé un semblable pa-thos?)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Citoyens de Paris!

Le coq gaulois et les trois couleurs étaient nos signes vénérés quand nous fondâmes la République en France; ils furent adoptés par les glorieuses journées de juillet. Ne songez pas, citoyens, à les supprimer ou à les modifier; vous répudieriez les plus belles pages de votre histoire, votre gloire immortelle, votre courage, qui s'est fait connaître sur tous les points du globe. Conservez donc le coq gaulois, les trois couleurs; le gouvernement provisoire le demande à votre patriotisme.

Les membres du gouvernement provisoire,

Garnier-Pagès, maire de Paris. — Ad. Crémieux.

— Louis Blanc, secrétaire.

Les cinq compagnies de sapeurs-pompiers se sont rendues hier auprès du gouvernement provisoire pour demander le rétablissement de leur ancienne organisation, qui reposait sur l'élection. Le gouvernement provisoire a fait droit à cette demande. Immédiatement M. Anfray, capitaine de la première compagnie, a été élu commandant en remplacement de M. Vivès.